

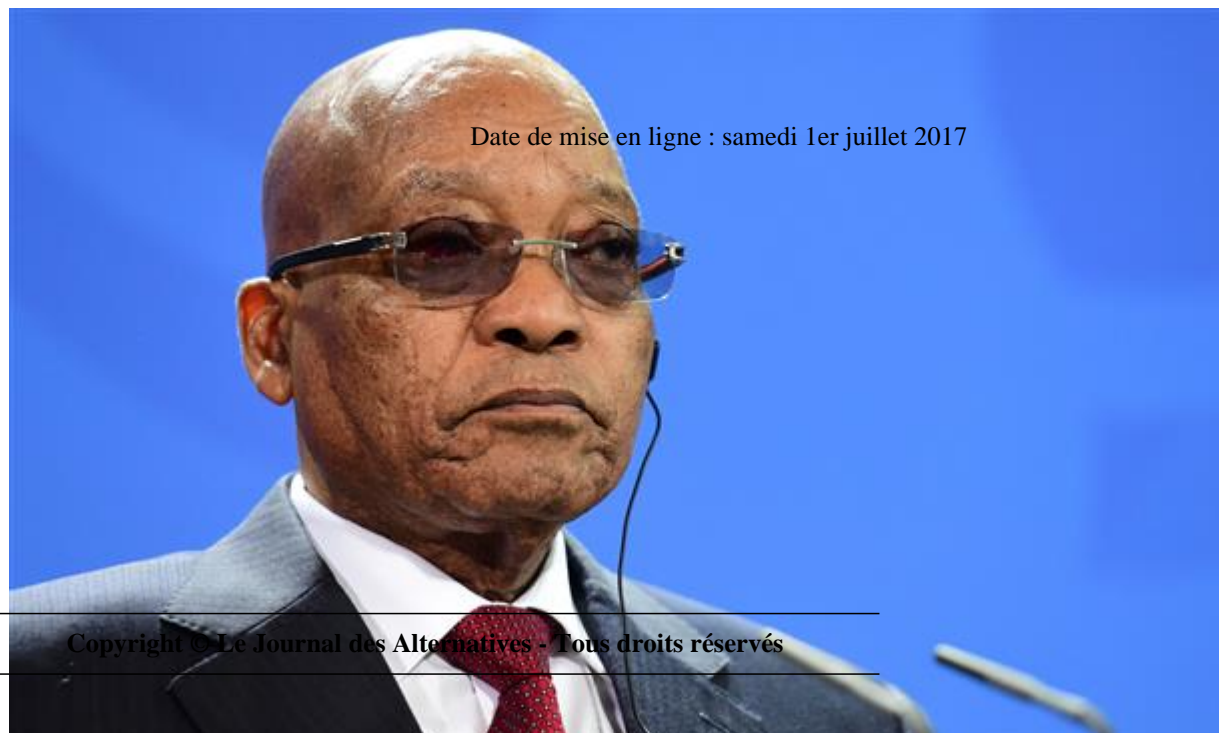


Extrait du Le Journal des Alternatives

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article8340>

Sortie de crise en Afrique du Sud ?

- Journal des Alternatives - Publications - Opinions -



La conjoncture qui sévit en ce moment en Afrique du Sud a fait couler beaucoup d'encre. On assiste depuis quelques années à une succession de troubles qui ont fait florès sur les réseaux sociaux. L'ANC, le parti historique et anti-colonial qui s'est battu pour la fin de l'apartheid est en pleine déroute puisqu'en son sein, un groupe demande la démission du président Jacob Zuma. En avril dernier, plusieurs agences de notation ont tiré la sonnette d'alarme face à l'instabilité politique de ce géant africain.

Où en est-on avec les maux de cette société comme la corruption, l'inégalité entre blancs et noirs, l'éducation et le mouvement de grève étudiant, l'augmentation du chômage, la violence contre les étrangers pour ne citer que ceux-ci ? La crise financière actuelle ne fournit pas les moyens suffisants pour régler tous ces problèmes dans l'immédiat. Ainsi, dans ce contexte très tendu, certaines de ces questions relèvent d'une urgence et d'une attention particulières.

Débâcle de l'ANC... Mais irréductible Zuma ?

Depuis la chute de l'apartheid en 1994, l'ANC a remporté les élections en Afrique du Sud. Certes, il a perdu des sièges lors des dernières élections municipales en août 2016 notamment dans les grandes villes du pays, mais il demeure le parti majoritaire au parlement. L'ANC est divisé entre les pro-Zuma et ceux qui veulent qu'il quitte le fauteuil de président. C'est ainsi que la COSATU (la centrale syndicale historique) avec qui l'ANC a fait alliance soutient plutôt la candidature de Cyril Ramaphosa, le vice-président actuel pour le poste de présidence à l'ANC, et donc potentiel futur président sud-africain. Raison de ce revirement de situation ? Jacob Zuma aurait utilisé des fonds publics pour effectuer des rénovations dans sa résidence privée. Cette affaire connue sous le nom de "Nkandlagate" avait été tranchée par la cour constitutionnelle et il aurait remboursé à l'état.

Par ailleurs, le président aurait favorisé ses relations privées en octroyant de juteux contrats gouvernementaux à la riche famille Gupta. Celle-ci aurait aussi eu des pouvoirs de décision pour des postes administratifs importants à combler. Ainsi le comité national exécutif de l'ANC a demandé l'ouverture d'une commission d'enquête pour établir la véracité de ces faits.

Pourtant, suite à une conférence à huis clos organisée par l'ANC en novembre 2016 en vue de décider du sort du dirigeant sud-africain, la majorité réunie avait approuvé son maintien malgré toutes ces allégations. Jacob Zuma n'est certainement pas sorti de l'auberge. Mais, ce qu'il faut retenir de cet épisode, c'est qu'il peut compter pour l'instant sur quelques caciques du régime. Est-il donc vu comme l'homme-clé de la situation considérant les conséquences désastreuses pour le moins au plan stabilité, l'on se rappelle, de la vague du "printemps arabe" qui a soufflé en 2011 ?

Le parti se réunira en décembre 2017 pour son congrès afin de désigner qui sera le chef de l'ANC et donc le candidat du parti aux prochaines élections en 2019. La conférence nationale qui se tiendra du 30 Juin au 5 Juillet 2017 déterminera la feuille de route et les recommandations pour le parti. À ces deux événements, il s'agira de remettre le pays sur les rails.

Education et réforme agraire pour la cohésion

Avant tout, l'on sait combien l'Afrique du Sud a souffert de ce système fort sophistiqué et bien huilé aux fins de l'oppression du peuple noir qu'est l'apartheid. Les problèmes du système éducatif et ceux de l'expropriation de la terre sont caractéristiques des luttes du passé colonial et de l'avenir du pays.

L'éducation représente un gage de progrès et d'émancipation pour la population noire. Il faudra améliorer le système éducatif et rendre l'éducation supérieure plus accessible aux plus démunis. Les protestations en octobre 2015 de milliers d'étudiants noirs suite à l'annonce de l'augmentation des frais de scolarité avaient tout leur sens. En revendiquer la gratuité totale paraîtrait plutôt impossible compte tenu des difficultés budgétaires que connaît

l'administration en place. Cependant, la résolution des problèmes sociaux de nos jours demande une plus grande collaboration entre les secteurs privés et publics. Le gouvernement devrait donc s'appuyer sur ce levier pour faire participer le secteur privé à travers les financements, la qualité et l'adéquation du système éducatif.

En Afrique du Sud, la question de la redistribution des terres est un sujet délicat, au sein même de l'ANC. La réforme prévoyait, sous forme consensuelle, le transfert progressif, avec compensation, des terres des mains des propriétaires blancs aux populations autochtones. Ainsi donc, depuis son discours à la nation en janvier dernier, le plan de Jacob Zuma visant l'expropriation, sans compensation, des terres de la minorité blanche et prévoyant au besoin un changement de la constitution pourrait créer plus de frictions que de solutions. L'exemple du Zimbabwe et des conséquences socio-économiques de l'approche choisie par Robert Mugabe illustrent bien ce qui pourrait arriver en Afrique du Sud.

Dans un esprit d'unité et d'apaisement, pour perpétuer donc le concept de l'"Ubuntu" prôné par des figures emblématiques comme Nelson Mandela, il importe d'entreprendre un changement dans la continuité, de trouver le juste milieu pour la nation arc-en-ciel. L'Afrique du sud demeure un modèle enviable pour plusieurs pays africains qui ont, à la différence, combiné dictature et démocratie. Jacob Zuma, élu initialement en 2009 ne devrait pas (et probablement n'oserait pas) se présenter pour un troisième mandat. Le gouvernement doit avoir pour priorité la préservation de la stabilité afin d'attirer les investissements étrangers, soutenir la création d'entreprises et résorber le taux de chômage. Il faudra trouver des voies communes de progrès même dans les circonstances les plus défavorables. Et si les problèmes hérités de l'apartheid ne sont pas réglés ou abordés de manière efficace, la crise sociale pourrait s'embourber dans un cercle vicieux et perdurer encore de nombreuses années. Des années qui pourraient raviver en Afrique du Sud les périodes sombres du "long chemin vers la liberté".